



## UN MILLIARD D'ESTOMACS GRONDENT EN SILENCE

*Une personne sur sept est victime de la faim!*

Dans la presse, le sept milliardième terrien prend les traits, là, d'une petite Philippine Danica May, née à Manille, là, du petit Alexandre né en Russie orientale (Kamtchatka) ou encore d'un autre bébé russe qui a vu le jour à Kaliningrad... Leur naissance est célébrée mondialement et surtout utilisée comme symbole d'enjeux planétaires. Derrière l'impression de grande maîtrise de la vie, se cache pourtant une "indifférence glacée" que dénonce à nouveau le virulent Jean Ziegler. Certes, les émeutes de la faim en 2008 avaient agité quelque peu les consciences... Depuis, le silence est de retour.

Avec le livre qu'il vient d'écrire - "*Destruction massive. Géopolitique de la faim*"<sup>1</sup> -, Jean Ziegler écume les studios radios et tv, tentant d'ouvrir nos yeux à une réalité si peu glorieuse. D'entrée, les chiffres étourdissent. "*Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim, tandis que des dizaines de millions d'autres - et leurs parents avec eux - souffrent de la sous-alimentation et de ses terribles séquelles physiques et psychologiques*". D'après les estimations de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), près d'un milliard d'êtres humains souffrent en permanence de la faim. Souffrance aiguë, plongée dans la léthargie faute de force, affaiblissement lancinant, vieillissement précoce et - pour certains - décès bien trop rapide, voilà ce qui se vit derrière les chiffres: des hommes et des femmes en grand nombre marqués dans leur chair, qui n'ont pour seule mobilisation quotidienne que l'acquisition d'une nourriture insuffisante à leur survie. Oui, un humain sur sept n'a pas vraiment de quoi satisfaire ses besoins vitaux.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Editions SEUIL.

<sup>2</sup> "A Paris. Genève ou Francfort, une ménaçère dépense en moyenne 10 à 15 % du revenu familial pour acheter la nourriture. Dans le budget d'une femme des smoky mountains de Manille, la part de nourriture occupe 80 à 85% des dépenses totales".

Les récits de l'ancien rapporteur spécial auprès de l'ONU sur le droit à l'alimentation ne manquera pas de toucher le lecteur ou l'auditeur profondément affligé, désarçonné d'abord..., révolté ensuite. Car le constat suivant est sans appel: *"Dans son état actuel, l'agriculture mondiale pourrait nourrir sans problèmes 12 milliards d'êtres humains, soit près de deux fois la population actuelle"*. A l'inverse de ce que l'on a prétendu longtemps, la croissance démographique n'est pas la vraie menace, dit Ziegler, ni la faim la conséquence nécessaire du fait que nous serions trop nombreux. Il est davantage question de responsabilité morale des pays riches et des industries agroalimentaires, des effets de nos modes d'organisation, de nos choix politiques. Car le monde qui vient d'accueillir le sept milliardième enfant s'enfonce en pleine contradiction, comme le constate le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon: *"Nous avons suffisamment de vivres pour nourrir tout un chacun, et pourtant près d'un milliard de personnes ont faim"*.

Jean Ziegler dénonce. D'abord les stratégies des quelque deux cents géants de l'agroalimentaire qui contrôlent environ le quart des ressources productives mondiales, et la politique néolibérale qui les soutient. Du commerce des aliments au marché des semences ou des engrais, du stockage au transport, ces multinationales agissent telles des pieuvres dans le domaine. Leur démarche vise à atteindre plus de productivité à la faveur d'une industrialisation croissante. Elles mettent en difficulté - voire éliminent purement et simplement - une flopée d'exploitations familiales et vivrières, renforçant leur puissance et déversant sur le marché des produits hors concurrence avec les petites productions locales. C'est le jeu du marché. Pour en décrire les effets désastreux, Ziegler reprend cette image du ring de boxe où seraient réunis Mike Tison - champion du monde des poids lourds - et un chômeur bengali sous-alimenté. Aux yeux de ceux qu'il nomme les "ayatollahs du dogme néolibéral", la justice est assurée: les gants sont de même facture, le temps de combat égal pour les deux, l'espace d'affrontement unique et les règles du jeu constantes... Mais que peuvent donc de petits agriculteurs contre ces grands consortiums? Sinon grossir les rangs des "Sans terres". A cet égard, Jean Ziegler critique particulièrement "les vautours de l'or vert", les trusts agroalimentaires qui dominent la fabrication et le commerce des agro-carburants, et s'accaparent de surfaces cultivables énormes. Leurs exploitations de betterave, canne à sucre, blé, maïs à grande échelle sont censées répondre à la dégradation climatique produite par les énergies fossiles. Elles se révèlent pourtant très coûteuses en énergie et en eau et surtout gaspilleuses en céréales. Pour 50 litres de bioéthanol, il faut 358kg de maïs, soit l'équivalent d'une année de nourriture pour un enfant au Mexique ou en Zambie - des pays où le maïs constitue la nourriture de base. "Réservoirs pleins, ventres vides!", résume Amnesty International. Quelle est cette inconscience qui domine le marché mondial?

Périodiquement, au sortir des réunions du G8 ou du G20, les gouvernements donnent à penser qu'ils sont décidés à éradiquer la faim. Des milliards sont promis en ce sens. Apparemment, les paroles s'envolent. A l'Aquila en 2009, le G8 annonçait 20 milliards de dollars, 3 ont été versés à ce stade, tandis que la spéculation sur les denrées alimentaires augmente et accélère le mouvement de montée des prix. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et les autres

acteurs d'aide sur le terrain de l'alimentation se voient contraints à des choix cornéliens entre dénutris, laissant sur le bord du chemin un bien trop grand nombre de personnes, condamnées.

Il est difficile de croire Jean Ziegler quand il dit de son dernier opus qu'il s'agit d'un livre d'espoir. Il a cette conviction que les mécanismes mis en place par l'homme peuvent être brisés par l'homme. Certainement a-t-il raison, même si on sort de son livre comme cabossé, à ne savoir que faire, à regarder son caddie avec suspicion... Il nous parle de notre mobilisation démocratique, nous rappelle la force de nos votes, nous enjoint à soutenir les mouvements paysans de Ross-Bethio au Sénégal, de la Sierra de Joconda au Guatemala ou de Las Pavas en Colombie. *"Partout en Amérique centrale, au pied des volcans de l'Equateur, en Afrique sahélienne et australe, dans les plaines du Madhya Pradesh et de l'Orissa en Inde, dans le delta du Gange au Bangladesh, les cultivateurs, les éleveurs, les pêcheurs se mobilisent, s'organisent, résistent"*. Nous ne pouvons rester indifférents.

Cathérine Daloze

(in *En Marche*, publication de la Mutualité Chrétienne de Bruxelles-Saint-Michel, 17-11-2011)

## **We zullen het met minder moeten doen**

"Vandaag wijst niets erop dat spaarders hun geld kwijtspelen. Wie speculatieve aandelen kocht omdat hij snel winst wilde, is zijn geld verloren, dat is juist. Maar wat is daarmee het probleem ? Wie risico's neemt, kan winst maken of verlies lijden. Dat zijn persoonlijke drama's. Maar het hoeft toch geen probleem te zijn dat het systeem zich een beetje naar onder toe corrigeert?

*"Staat onze welvaart niet op de tocht ? Wie is vandaag niet bang dat zijn kinderen het met minder zullen moeten doen?"*

Dat is voor mij meer een **zekerheid** dan een angst... het lijkt me duidelijk dat de komende generaties het in materieel opzicht minder gemakkelijk zullen hebben dan wij. Maar opnieuw: is dat zo erg ? Wij zijn vandaag ongeveer drie keer zo rijk als onze grootouders. Is een lichte collectieve verarming zo'n groot drama, als daar tegenover staat dat **miljarden mensen elders het beter zullen krijgen** ? Weegt een licht welvaartsverlies op tegen de **gelijkere verdeling** van de welvaart ?

Bruno De Wever (historicus en broer van -)

(Uittreksel uit "DE STANDAARD" zaterdag 06/11/11)

## **Soberheid, spiritualiteit en solidariteit als economisch tegengif**

De kranten staan vol nullen. Geldbedragen van leningen, schulden, steunmaatregelen. Men leefde boven zijn stand, klinkt het vaak als excuus. Maar wie zijn die 'men'? En wie stuurde die 'men' aan? Hoe hoger op de ladder van allerlei hiërarchieën, hoe minder

persoonlijk alles wordt. Het gaat dan over (de top van) banken, verzekeringsinstellingen, kredietbeoordelaars, de Europese Centrale Bank, Europa. Maar hoe lager op de ladder hoe zwaarder de gevolgen van de crisis doorwegen. Over een systeemcrisis praten is een zaak, de gevolgen ervan persoonlijk ondergaan een andere. Wie boven zijn stand leefde, stond al hoog op de ladder. Vreemd. Succes zou tot soberheid moeten leiden, niet tot de hunkering naar altijd maar meer. Spelen met geld van anderen is een vorm van decadentie. Zoiets werkt bovendien een Matteüseffect in de hand: wie rijk is wordt rijker, wie arm is armer. En dat terwijl enige soberheid niet eens minder rijken zou creëren, want rijkdom zit ook in het hoofd, maar zeker minder armen. Wie de waarde van geld uitsluitend afmeet aan de groei van zijn eigen bankrekening, neemt zoveel risico's dat die van anderen niet aangroeit en uiteindelijk de zijne ontploft. *The sky isn't the limit*. De hemel is niet de plek waar wij thuishoren zolang wij nog in leven zijn. Of anders gezegd: *back to earth!* Soberheid is geen verarming, maar vervulling.

Het ontbreken van soberheid en de overvloed aan geldzucht van diverse actoren, zet de volgende vraag op de Europese agenda van vandaag: hoe solidair moeten we zijn? De EU, ontstaan vanuit een nobele solidariteitsgedachte, wordt daarmee in haar hart geraakt. Er zijn zelfs tekenen van hartcrisis, en dan is het de zaak om prudentia te koppelen aan broodnodige daadkracht.

Solidariteit is gemakkelijk in tijden van economische welvaart en zorgenloosheid. Maar in tijden van crisis doet ze altijd een beetje pijn. Solidariteit is daarom alleen mogelijk wanneer we haar zelf voelen, en wanneer we de zwakkere niet tot zondebok maken, of hij nu uit Calabrië, Griekenland of Wallonië komt.

### **Maar kunnen wij wel voor soberheid kiezen, en durven wij nog solidair zijn?**

Onderliggend aan soberheid en solidariteit is de inspiratie of motivatie daartoe: spiritualiteit. Daarmee verwijzen we niet naar een vluchtroute voor softies, en evenmin zoeken wij uitsluitend soelaas bij georganiseerde kerken. Wel verwijzen we naar een van de wortels van het Avondland, namelijk het christelijke gedachtengoed, dat vaak werd misbruikt maar ons tegelijk verschillende waarden heeft aangeleverd die ondertussen tot het beste van ons culturele erfgoed behoren. Denken we maar aan naastenliefde, respect voor de waardigheid van het leven in ieder stadium ervan, aandacht voor zwakken en kanslozen, de durf om tegen de stroom in te gaan.

Gedreven door dergelijke spiritualiteit doen we een oproep om in alle sectoren van het leven soberder te worden, wat niet wil zeggen dat het leven minder aangenaam of prettig wordt of dat we geen champagne meer mogen drinken. Soberheid heeft immers te maken met tevredenheid over wie men is en wat men heeft, in plaats van ontevredenheid over men niet is of wat men nog niet heeft. Zo'n oproep gaat hand in hand met een appel tot solidariteit: niet alleen de eigen spiegel, buik en portemonnee is van belang, maar ook het welzijn van anderen. Niet meer dan het onze, dat vraagt niemand, soberheid is geen armoede en solidariteit verschilt van zelfverloochening. Niet meer dus, maar ook niet zo gek veel minder. In die zin: ware soberheid en solidariteit zijn niets gebaat met een spiritualiteit die melig of zeperig is.

In het evangelie spreekt Jezus in zijn bergrede over drie opdrachten: het geven van aalmoezen (solidariteit), het vasten (soberheid) en het bidden (spiritualiteit). Drie werkwoorden. Nu we op verschillende domeinen in een dal zitten, is het geen slecht idee om de berg weer te bestijgen. Want waar de drie S-woorden werden weggehoord, ging het al gauw bergaf.

Rik Torfs, Bianca Debaets en Jürgen Mettepenningen  
(Werkgroep Politiek en Zingeving van CD&V)  
(in De Morgen, woensdag 2 november 2011)

## **ELECTIONS EN RDC : OPERATION ZERO MORT**

Qui sera Président en RDC dans quelques jours ? Aura-t-il gagné les élections dans la justice et la vérité ? Les élections seront-elles apaisées ? Combien de morts y aura-t-il ?

Tenez. En Afrique on commence à s'habituer à ne retrouver la paix qu'après des batailles sanglantes occasionnant des pertes en vies humaines. En Côte d'Ivoire, on parle d'au moins 3000 morts comme résultat du conflit électoral. En Lybie, n'en parlons pas. Ne pouvons-nous pas nous trouver un Président sans mort d'homme ?

Tenez. Aux USA, Obama a été institué Président sans mort d'homme, alors qu'on sait qu'il y a une opposition farouche entre les Démocrates et les Républicains. En France Sarkozy est devenu Président sans mort d'homme alors qu'il ne fait pas l'unanimité des Français. Pourquoi devons-nous nous attendre à des pertes en vies humaines parce que Kabila et Tshisekedi ne s'entendent pas ?

Tenez. Tout homme a peur de la mort, même les grands de ce monde. N'a-t-on pas entendu Gbagbo supplier : « ne me tuez pas » ? N'a-t-on pas vu Kadhafi fuir la mort comme un gamin ? Même chez nous, Kabila a peur de la mort, tout comme Tshisekedi, Kengo, Kamerhe, etc. Pourquoi devons-nous mourir pour eux, alors qu'eux-mêmes sont bien protégés et n'y perdront pas un seul de leurs cheveux ?

Tenez. A part le cas de la Lybie qui a été exceptionnel, tous ces prétentieux du pouvoir ne laissent pas leurs enfants aller dans la rue et trouver la mort. Ils savent les cacher. Les enfants de Gbagbo, de Ouattara, de Bemba, de Kabila, de Tshisekedi... ne sont jamais inquiétés dans ce genre de manifestations. Pourquoi accepter que les vôtres y perdent leur vie ? En vue de quoi ?

Tenez. Dans nos pays africains, l'Etat ne s'occupe guère des funérailles des pauvres. Dans des pays organisés, on sait assister ceux qui ne peuvent pas. Chez nous, quand un jeune meurt lors d'une manifestation, ni le parti politique, ni l'Etat ne peuvent rien faire ni pour lui, ni pour sa famille. La famille, si pauvre soit-elle, devra se « débrouiller » avec son mort, avec les dépenses que cela exige, et la douleur qui s'ensuivra. Chaque personne est irremplaçable. Toute vie est sacrée. Ne faisons pas d'orphelin, de veuve, sans raison valable. Attendons la mort naturelle qui vient de Dieu, ne l'anticipons pas ; chérissons la valeur de la vie reçue de Dieu.

***Veillez donc réfléchir avant d'entreprendre quelque action que ce soit, pour que, dans la mesure du possible, il n'y ait pas mort d'homme, ni pendant les élections, ni à la publication des résultats.***

**Veillez passer ce message à tous ceux qui comprennent la valeur de la vie et qui veulent la sauvegarder. Nous pouvons sauver plus d'une vie par cette sensibilisation.**

Père Kyungu

**RWANDA: Pierre Péan l'emporte sur SOS-Racisme devant la cour de cassation**

Le 8 novembre dernier, après cinq années de coûteuses procédures, la *Cour de Cassation* a rejeté le pourvoi formé par l'association *SOS racisme* qui poursuivait Pierre Péan, auteur d'un livre intitulé "*Noires fureurs, Blancs menteurs*"<sup>3</sup> et dans lequel il prend le contre-pied de l'histoire officielle concernant le génocide du Rwanda. Pierre Péan ayant gagné ses procès en première instance et en appel, *SOS Racisme* subit donc une troisième grave défaite, ce qui devrait faire réfléchir ses généreux donateurs.

A travers ce procès emblématique, *SOS Racisme* a montré son vrai visage, celui d'une organisation militante dont l'acharnement contre Pierre Péan avait pour but de décourager ceux qui oseraient à l'avenir mettre en doute la thèse de Kigali concernant le génocide du Rwanda.

Or, l'histoire "officielle" de ce génocide a été totalement bouleversée à travers quatre jugements rendus par le TPIR (*Tribunal pénal international sur le Rwanda*). Expert assermenté dans trois de ces quatre procès, je suis bien placé pour décrypter la portée des jugements rendus et cela, au-delà du véritable "enfumage" auquel se sont livrés les média ayant une fois de plus agi en simples porte-voix du régime de Kigali et de la vision de l'histoire qu'il prétend imposer.

1) Le 28 novembre 2007, la *Chambre d'Appel du TPIR* a acquitté Ferdinand Nahimana, un des fondateurs de la *Radio Télévision des Mille Collines* (RTLM) de l'accusation "*de commettre le génocide, d'incitation directe et publique à commettre le génocide, de persécution et d'extermination*", considérant que la création de RTLM n'entraîne rien dans le plan génocidaire. Or, jusque-là, la thèse officielle était que le génocide avait été programmé puisque les "extrémistes hutu" avaient fondé la RTLM pour le préparer.

2) Le 18 décembre 2008 le TPIR a déclaré le colonel Bagosora non coupable "*d'entente en vue de commettre un génocide*", faisant ainsi voler en éclats les bases mêmes de l'histoire officielle du génocide du Rwanda car le colonel Bagosora fut constamment présenté comme le "cerveau" de ce génocide.

3) Selon le régime de Kigali, le génocide fut planifié par l'*Akazu* (ou petite maison, ou petite hutte), cercle nébuleux et criminel constitué autour de la belle famille du Président Habyarimana et dont Protais Zigiranyirazo, frère d'Agathe Habyarimana, épouse du président, était le chef. Ce petit groupe aurait comploté et planifié l'extermination des Tutsi dans le but

<sup>3</sup> Pierre Péan, *Noires Fureurs, blancs menteurs. Rwanda 1990-1994*, Ed. Mille et Une Nuit, 2005, 544 pages.

de préserver son pouvoir et son influence. Le procès de M. Zigiranyirazo était donc lui aussi emblématique puisqu'il était censé mettre en évidence le cours même de la préparation du génocide.

Or, le 18 décembre 2008 en première instance le TPIR a écarté la thèse du complot ourdi par M. Zigiranyirazo et sa belle-famille et l'a acquitté du principal chef d'accusation, à savoir d'avoir prémédité le génocide et d'avoir comploté en ce sens avec le colonel Bagosora et Agathe Kanziga, épouse du président Habyarimana, pour exterminer les Tutsi du Rwanda. Le mythe de l'*Akazu* s'envolait donc. Le 16 novembre 2009, en appel, M. Zigiranyirazo a été acquitté des dernières accusations pendantes et immédiatement libéré.

4) Dans l'affaire dite *Militaires I* étaient notamment jugés les anciens chefs d'état-major de l'armée et de la gendarmerie, les généraux Augustin Bizimungu et Augustin Nindiliyimana. Le 19 mai 2011, ils ont été acquittés du chef principal qui était celui de l'entente en vue de commettre le génocide. Ainsi donc, pour le TPIR, la hiérarchie militaire n'a ni prémédité, ni programmé le génocide.

A travers ces quatre jugements<sup>4</sup>, c'est donc l'histoire "officielle" du génocide du Rwanda qui est réduite à néant. En effet, si ce génocide ne fut ni prémédité, ni programmé, c'est donc qu'il fut "spontané".

Or, l'évènement majeur et déclencheur qui provoqua la folie meurtrière fut l'assassinat du président Habyarimana dans la soirée du 6 avril 1994, puisque les massacres commencèrent dès la nouvelle de l'attentat connue, quand les partisans du président assassiné attribuèrent ce crime au FPR, donc à leurs yeux aux Tutsi et à leurs alliés hutu, les "Hutu modérés" des journalistes.

Ceux qui ont abattu l'avion du président Juvenal Habyarimana portent donc l'immense responsabilité d'avoir directement ou indirectement provoqué le drame du Rwanda. Or encore, selon le juge français Bruguière et le juge espagnol Merelles, le président Kagamé aurait ordonné cet attentat et ils donnent même les noms de ceux qui auraient tiré les deux missiles ayant abattu l'avion présidentiel.

Voilà ce qui dérange les "amis" de Kigali, dont *SOS Racisme*. D'autant plus que Théogène Rudasingwa, ancien directeur de cabinet de Paul Kagamé, exige d'être entendu par le TPIR et par un juge français afin, selon ses propres termes, de pouvoir "divulguer tous les détails sur l'attentat du 6 avril 1994" dont il impute la responsabilité à l'actuel chef de l'Etat rwandais. L'heure de vérité approche donc, et inexorablement...

**Bernard Lugan<sup>5</sup>, 11/11/11**

---

<sup>4</sup> Ndlr. Notez que pour les cas 1, 2 et 4, l'auteur affirme seulement que le chef d'accusation d'avoir planifié et programmé le génocide n'a pas été retenu contre les accusés. Ils doivent pourtant répondre d'autres chefs d'accusation.

<sup>5</sup> Bernard Lugan, *Rwanda. Contre-enquête sur le génocide*, Ed. Privat, 2007, 330 pages. B. Lugan est aussi l'auteur de *Histoire du Rwanda, des origines à nos jours* (Ed. Bartillat, 1997), *Rwanda: le génocide, l'Eglise et la démocratie* (Ed. du Rocher, 2004) et de plusieurs livres sur l'histoire de l'Afrique.

## FLASHES

### **Stichter Sant' Egidio wordt minister**

Andrea Riccardi, stichter van de Sint-Egidiusgemeenschap, wordt minister in de Italiaanse regering van Mario Monti. Riccardi zal verantwoordelijk zijn voor internationale samenwerking.

Riccardi, die in 1950 geboren werd, is een zeer invloedrijke persoonlijkheid van de katholieke Kerk. De Sint-Egidiusgemeenschap zag in de jaren 1960 het levenslicht om de marginale bevolking in de Romeinse buitenwijken bij te staan en specialiseerde zich inmiddels in de interreligieuze dialoog en discrete bemiddelingen zowat overal in de wereld. Recent heeft Sant'Egidio een rol gespeeld in de verzoening in Ivoorkust en Niger. Het was ook de Sint-Egidiusgemeenschap die eind van de jaren 1990 een vredesakkoord onderhandelde dat een einde maakte aan de burgeroorlog in Mozambique.

Mario Monti, die de nieuwe Italiaanse regering gaat leiden, is net als Riccardi een praktiserend katholiek. Monti is een oud-student van de jezuïeten.

(RKnieuws.net 16 novembre 2011)

### **Les prêtres de Tournai disent non au racisme**

*Emus par la montée, un peu partout, dans la presse, sur Internet, dans la vie politique ou quotidienne, d'un racisme banalisé, les prêtres du diocèse de Tournai, réunis autour de leur évêque en conseil presbytéral à la Maison diocésaine de Mesvin, tiennent à faire la déclaration suivante.*

"Depuis quelques mois, des propos et des attitudes xénophobes ou racistes, malheureusement banalisés, deviennent monnaie courante dans nos démocraties d'Europe du Nord. Quelquefois relayés par des partis politiques, quelquefois présentés sous le couvert d'aimables plaisanteries diffusées par Internet, ces propos et ces attitudes ont régulièrement pour cible les personnes d'origine étrangère qui, pour toutes sortes de motifs, cherchent refuge chez nous et les personnes de diverses religions et cultures qui résident ou veulent résider dans notre pays. Comme prêtres de l'Eglise catholique, unis à notre évêque, exerçant ensemble au nom du Christ la charge pastorale dans le diocèse de Tournai, nous voulons déclarer avec force que ces propos et ces attitudes sont incompatibles avec la foi catholique, indignes de l'Evangile confié à tous les baptisés et que nous, en particulier, avons mission d'annoncer. Nous invitons les fidèles chrétiens à rejeter de leur cœur, de leur pensée, de leur pratique, toute compromission avec les idéologies identitaires qui déshonorent l'humanité même de l'homme. Nous croyons et nous proclamons que le Christ nous invite au contraire à une humanité généreuse, capable d'ouverture à l'altérité et à la rencontre, joyeuse de partager ses différences".

(Dimanche Express du 20-11-2011)